

# Mali : Lancement de la plateforme "Maakun Bana" pour lutter contre les VGB

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 16 OCTOBRE 2024

# 1659

# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



4ème Congrès du HCIM

## Le RMUP réclame une commission d'organisation indépendante



États Généraux de l'Ordre des Experts Judiciaires du Mali : Une Rencontre Historique à Bamako



Demande de liberté de Dr Étienne Fakaba Sissoko : Le parquet général s'oppose

# Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*



## CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*



**5** sérotypes du virus de la dengue



## SYMPTÔMES

Temps d'incubation :  
4 à 10 jours après la piqûre



### DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux

- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

### DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (sommolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires

- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

## TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible\*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



**ATTENTION** : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

## BONS CONSEILS & PRÉVENTION



Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue\*



Éviter l'eau stagnante



Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

\*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie

P.10



P.16



P.18



## Une /



4ème Congrès du HCIM : Le RMUP réclame une commission d'organisation indépendante

P.4

## Brèves /



Mali : Les FAMA renforcent leur combat contre le terrorisme  
 Demande de liberté de Dr Étienne Fakaba Sissoko : Le parquet général s'oppose  
 Mali : Lancement de la plateforme 'Maakun Bana' pour lutter contre les VGB10  
 Social : Une délégation ministérielle à Niore du Sahel  
 Retour des déplacés à Bankass : Abdalah Togo dément la signature d'un accord avec les djihadistes

P.9

P.9

P.10

P.10

P.11

## Actualité /



États Généraux de l'Ordre des Experts Judiciaires du Mali : Une Rencontre Historique à Bamako  
 École de guerre du mali : La promotion AES fait sa rentrée

P.14

P.16

## Politique /



Inondation au Mali : Appel aux maires, aux autres élus municipaux et à l'Association des municipalités du Mali  
 Afrique de l'Ouest : Manœuvres subtiles de la Cédéao pour contrecarrer le départ du Mali, du Niger et du Burkina

P.18

P.20

## Culture & société /



Mariage forcé : Ansongo s'engage dans la lutte contre ce fléau

P.23

## International /



Allégations de présence de soldats nord-coréens en Ukraine : Le Kremlin rejette les accusations de Kiev et Séoul  
 Réunion 3+3 sur le Caucase du Sud à Istanbul : Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, confirme sa participation

P.24

P.25

## Sport /



Éliminatoires de la CAN Maroc 2025 : Le Mali brille en tête du groupe "I"

P.26

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

**Siège :** Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

**Email :** ampikile@gmail.com

**Site Web :** www.malikile.com

**Contacts :** +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou Sissoko



## 4<sup>ème</sup> Congrès du HCIM

**Le RMUP réclame  
une commission  
d'organisation  
indépendante**

Le 4<sup>ème</sup> Congrès ordinaire du Haut Conseil Islamique du Mali (HCIM), prévu pour les 26 et 27 octobre 2024, est déjà au cœur de vives controverses en raison de la composition de sa commission d'organisation. En effet, une lettre datée du 15 octobre 2024, portant la référence 003/2024 et émanant du Rassemblement Musulmans Pour l'Union et la Paix (RMUP), a été adressée au Président du HCIM, candidat à sa propre succession, exigeant l'annulation de la décision N°2024-02/BEN du 06 juillet 2024 portant nomination des membres de ladite commission.

Le Rassemblement des Musulmans pour l'Union et la Paix est un mouvement qui sou-



tient la candidature de Soufi Bilal Diallo, le Grand guide spirituel Cheick Soufi Bilal de la Communauté des Soufies du Mali, pour la présidence du Haut Conseil Islamique. Depuis un certain temps, plusieurs membres du HCIM réclament un congrès visant à changer le bureau présidé par Chérif Ousmane Madan Haidara. Ce projet est porté par la jeunesse du Haut Conseil. De plus, le guide Soufi Bilal se présente contre le président sortant. La rédaction vient d'apprendre que le Cherif de Nioro, Cheick Bouyé Haidara, soutient la candidature de Elhadj Cheick Soufi Bilal contre le Chérif de Banconi.

Selon le RMUP, la présidence de la commission d'organisation par le Président actuel du Haut Conseil Islamique, qui est également un potentiel candidat à sa propre réélection, pose un conflit d'intérêts majeur. En effet, pour le RMUP, il est impératif que ladite commission soit indépendante et inclusive pour garantir des résultats acceptables. Ils soulignent que dans un contexte où le HCIM traverse une période exceptionnelle, en vertu de l'article 58 qui stipule la fin du mandat en cours, il est crucial d'assurer une transition démocratique et transparente.

Ainsi, conscient de l'importance de ces enjeux, le RMUP demande avec insistance la dis-

solution immédiate de la commission d'organisation actuelle et la mise en place d'une nouvelle commission crédible, où les membres du Rassemblement des Musulmans pour l'Union et la Paix joueront un rôle actif. Cette démarche vise à garantir l'intégrité et la légitimité du processus électoral à venir, tout en assurant une représentation équitable de toutes les parties prenantes.

La demande du RMUP reflète la volonté de promouvoir la transparence, l'équité et l'indépendance dans l'organisation du 4ème Congrès du HCIM, afin de consolider la démocratie et l'unité au sein de la communauté musulmane malienne.

**Bokoum Abdoul Momini**



## ■ Issiaka Tamboura



J'ai le regret de vous annoncer le décès de Monsieur Amadou Abdoulaye Sangho, 'ancien président de la section judiciaire de la cour suprême. Son enterrement est prévu pour ce mardi à 16h dans sa famille au 300 logements. Que son âme repose en paix !



## ■ Daouda Bakary Kone



À la fin de septembre 2024, le Maroc a enregistré un afflux de 13,1 millions de visiteurs, marquant une augmentation significative par rapport à l'année précédente.

## ■ Booklign



Ils savent que je sais tout : Ma vie en Françafrique - Les révélations choc sur les coulisses du pouvoir !

Plongez dans les secrets de la Françafrique avec Robert Bourgi, l'homme qui connaît tout des relations complexes entre la France et ses anciennes colonies africaines. Découvrez des anecdotes explosives sur les leaders africains et les hommes politiques français, et comment des transactions secrètes ont influencé des décennies de relations internationales !

Ce livre offre une perspective unique et fascinante sur l'histoire politique africaine et française. Si vous êtes passionné par la géopolitique, les relations franco-africaines ou si vous voulez simplement comprendre les dessous des relations internationales, "Ils Savent Que Je Sais Tout" est l'ouvrage qu'il vous faut!

Offre spéciale : Seulement 3500 FCFA au lieu de 21000 FCFA pour

les 24 prochaines heures !

Télécharger votre livre en click :

<https://booklign.pythonanywhere.com/formulaire/29>

Pourquoi lire ce livre ?

Révélation inédites sur les leaders africains comme Omar Bongo, Mubutu Sese Seko, et bien d'autres.

Détails des liens secrets entre Paris et l'Afrique : Politique, argent, pouvoir ! Une plongée captivante dans les coulisses du lobbying politique en Afrique et en France.

Un témoignage direct de l'un des hommes clés du système Françafrique. Obtenez votre exemplaire dès maintenant en cliquant sur le lien ci-dessous et accédez immédiatement à ce témoignage incontournable:

Offre spéciale : Seulement 3500 FCFA au lieu de 21 000 FCFA pendant 24 heures !

Télécharger votre livre en click :

<https://booklign.pythonanywhere.com/formulaire/29>

Paiement sécurisé via Orange Money et Mobile Money, et assistance disponible 24h/24 pour répondre à toutes vos questions !

**LIVRE NUMERIQUE: Achetez Maintenant**

**3500 FCFA**

Prix Promo 24HEURES :

**Achetez maintenant**

**BOOKLIGN**  
Ton livre dans ta poche

Désormais possible de lire un extrait de votre livre avant d'acheter

## ■ MALI KANU



« Nous avons chanté l'hymne de la révolution pour montrer que le jour éclaire de nouveau le Burkina », Premier ministre

Ouagadougou, 15 oct. 2024 (AIB)- Le Premier ministre burkinabè, Dr

Appolinaire Kyélem de Tambèla a affirmé mardi que lui et le personnel de la primature, ont chanté l'hymne de la révolution d'août 1984 pour montrer aux burkinabè qu'avec l'avènement du MPSR2, un nouveau jour éclaire le pays.



## LA NATION DE DÉBORDO



Normalement Débordo devrait laisser le remix mais compte tenu de la frustration de l' AARC ( Association des Artistes Retraités du Contineng) le Mimi doit leurs montrer comment l'ivoirien sait faire musicalement parlant,



## DC Medias



Fatoumata Diawara, dite #Sia née le 21 février 1982, est une chanteuse, comédienne et autrice-compositrice-interprète malienne. Elle vit entre Bamako et Milan.

Son #village d'origine est #Madina #Kouroulamini situé dans la région de Bougouni au Mali.

Née en 1982, Fatoumata Diawara passe ses premières années à Abidjan dans une famille nombreuse.

Sa #mère est danseuse. Son père dirige une association de spectacles traditionnels. Il l'initie à la danse et à la guitare. À l'âge de 9 ans, après la mort brutale d'une sœur plus âgée, elle est adoptée par sa tante comédienne qui vit au Mali. En 1997,

#Fatoumata Diawara est repérée par le cinéaste Cheick Oumar Sissoko qui l'engage dans le film La Genèse (prix « Un certain regard » au festival de Cannes en 1999) afin d'interpréter le premier rôle féminin. En 1998, elle part en France afin de travailler au Théâtre des Bouffes du Nord sur l'adaptation, Elle tourne dans plusieurs longs-métrages dont Sia : Le Rêve du python (Prix spécial du Jury au Fespaco C'est à ce moment qu'elle est remarquée par Cheick Tidiane Seck.

# Elle participe à l'enregistrement de l'album de Dee Dee Bridgewater. Dans cette même période, elle rencontre Oumou Sangaré qui la sollicite pour l'enregistrement de son album Seya. Fatoumata Diawara décide alors de se lancer dans l'aventure de la musique et commence à travailler à son propre répertoire. Elle poursuit également ses expériences au cinéma, en jouant notamment dans le film Il va pleuvoir sur Conakry du réalisateur guinéen Cheick Fantamady Camara, où elle interprète le rôle d'une jeune chanteuse. En 2007, elle tient le rôle de Karaba dans la comédie musicale Kirikou et Karaba, tirée du dessin animé Kirikou et la sorcière de Michel Ocelot

1996 : Taafe Fanga d'Adama Drabo

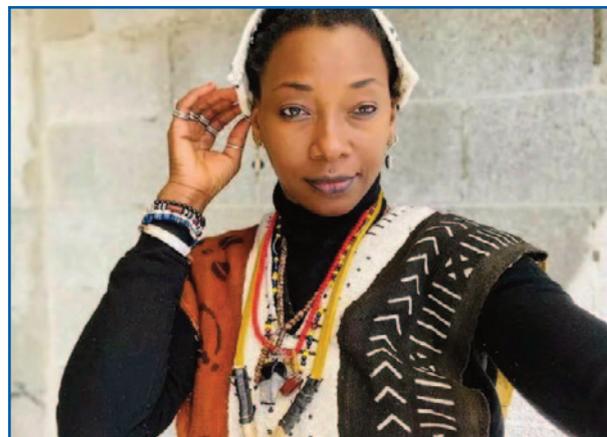
1999 : La Genèse de Cheick Oumar Sissoko : Dina

2002 : Sia, le rêve du python de Dani Kouyaté : Sia

2006 : Il va pleuvoir sur Conakry, de Cheick Fantamady

#longue #vie à Sia

DC Medias



## Ministère de la Justice du Mali



Le ministre de la justice reçoit l'Association malienne des droits de l'homme

Le 5 octobre 2023, le Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, M. Mamoudou KASSOGUE, a reçu une délégation de l'Association Malienne des Droits de l'Homme (AMDH). Cette audience, qui s'inscrit dans le cadre du Projet de Promotion et de Protection des Droits des Enfants en Situation de Mobilité, avait pour objectif principal d'échanger sur les défis et les solutions possibles pour garantir la protection des enfants vulnérables dans le pays.

Conduit par M. Mamoutou KAKOU, coordinateur de projet à l'AMDH, la délégation a pris le soin de saluer les efforts déployés par le Ministre KASSOGUE dans le domaine des droits humains. Au cours de cette rencontre, les membres de l'AMDH ont exposé les défis auxquels font face les enfants en situation de mobilité, notamment les risques d'exploitation, de maltraitance et de précarité.

Les enfants en situation de mobilité, qu'ils soient déplacés internes ou migrants, sont souvent les plus exposés à des violations de leurs droits fondamentaux. Dans ce contexte, M. Kakou a souligné l'importance d'une approche intégrée qui combine les efforts des autorités gouvernementales, des organisations non gouvernementales et des communautés locales. La délégation a également insisté sur la nécessité de renforcer les lois existantes et de garantir leur application effective pour mieux protéger les enfants vulnérables.

Le Ministre KASSOGUE a exprimé son entière disponibilité à collaborer avec l'AMDH pour renforcer les mécanismes de protection des enfants. Il a également mentionné les initiatives en cours au sein de son ministère pour améliorer la législation sur les droits de l'enfant et pour sensibiliser le public sur ces questions cruciales. Le dialogue entre le ministère et l'AMDH sera essentiel pour mettre en œuvre des actions concrètes visant à promouvoir et à protéger les droits des enfants.

Cette rencontre illustre la volonté des autorités maliennes d'agir en faveur des droits des enfants et de répondre aux défis liés à la mobilité, tout en mettant en avant l'importance de la coopération entre les différents acteurs de la société.

Cellule de communication du ministère de la justice et des droits de l'homme.

#Mali  
#MJDH  
#JusticeMali



## ■ Youssouf Haidara



Egorger la fain est une culture inculquée en nous dans le Samakisme par Yeah Samake . Dans sa politique Agricole, la mécanisation de l'Agriculture était prévu



## ■ Présidence de la République du Mali



Bamako | 15 octobre 2024 | #ŒuvresSociales

Œuvres sociales du Président de la Transition : 200

personnes vulnérables soulagées à travers un don important en vivres

Dans le cadre du mois de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion, l'équipe des œuvres sociales du Président de la Transition, Son Excellence le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, était ce mardi 15 octobre 2024, dans la Commune V et VI du District de Bamako.

Sur le terrain du Projet jeune de Sogoniko, des mains du Conseiller spécial du Président de la Transition, chargé des œuvres sociales, M. Aguibou DEMBELE, 200 personnes démunies, dont 100 de la Commune V et 100 de la Commune VI, ont reçues des vivres composés d'huile, de pâtes alimentaires, du riz et du mil.

Les représentants des autorités coutumières, les élus communaux et les bénéficiaires, se sont réjouis de cette action de haute portée qui soulage considérablement le quotidien des bénéficiaires.

Le Conseiller spécial du Président de la Transition a remercié le service local du développement social pour la qualité de l'organisation de la cérémonie de remise. Il a aussi demandé à l'assistance de faire des bénédictions pour le Mali et surtout d'avoir une pensée pieuse pour les Forces de défense et de sécurité, qui défendent nuit et jour l'intégrité du Mali.



## Mali : Les FAMA renforcent leur combat contre le terrorisme



**D**ans le cadre de leur mission essentielle de protéger les citoyens et de sécuriser le territoire malien, les Forces Armées Maliennes (FAMA) ont récemment intensifié leurs opérations contre les groupes armés terroristes qui menacent la paix et la stabilité du pays. Le Général Oumar Diarra, Chef d'État-Major Général des Armées, a informé le public de l'engagement des FAMA à éradiquer le terrorisme et à rétablir la paix au Mali. Il a souligné que les opérations contre le terrorisme se sont intensifiées, démontrant la détermination des forces de défense et de sécurité.

Une opération aérienne ciblée a été menée dans le secteur de Douna, au sein de la Commune de Mondoro, dans le Cercle de Douentza, le dimanche 13 octobre 2024. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une initiative plus large de la Force Conjointe de l'AES, travaillant dans la région complexe du Liptako-Gourma, à la frontière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

Grâce à une coordination efficace et à une réponse rapide des moyens aériens, les FAMA ont réussi à neutraliser une colonne terroriste, portant ainsi un coup sévère à ces groupes qui menacent la sécurité nationale. Le Général Diarra a affirmé que cette offensive ne faiblira pas et que les opérations se poursuivront jusqu'à ce que la paix et la stabilité soient rétablies dans le pays.

Les FAMA réaffirment leur engagement à défendre le territoire malien contre les forces hostiles à la paix. Leur mission consiste non seulement à éliminer les menaces terroristes, mais aussi à protéger les populations et leurs biens. Les forces armées continuent de travailler avec courage et résilience, soulignant que la sécurité nationale demeure une priorité absolue.

Les FAMA restent attentives aux préoccupations des citoyens et s'engagent à les tenir informés des évolutions significatives de la situation sécuritaire. Avec le soutien de la population malienne, un avenir serein et stable pour le pays est envisageable.

Les Forces Armées Maliennes redoublent d'efforts dans leur lutte contre le terrorisme et appellent à l'unité et à la solidarité de tous les Maliens pour assurer un avenir pacifique et prospère pour le Mali.

Fatou Sissoko

## Demande de liberté de Dr Étienne Fakaba Sissoko : Le parquet général s'oppose



**L**e lundi 14 octobre 2024, la Cour d'appel de Bamako a rendu une décision très attendue concernant la demande de mise en liberté provisoire de Dr Étienne Fakaba Sissoko, éminent économiste et professeur d'université. Après plusieurs mois de détention, les magistrats ont jugé la requête recevable et ont ordonné sa libération provisoire, fixant la date de son procès en appel au 11 novembre 2024. Cette annonce a suscité de vifs débats au Mali et au-delà, marquant une étape importante dans une affaire qui retient l'attention de nombreux observateurs.

Cependant, cette libération provisoire n'a été que de courte durée. En effet, suite à l'annonce du verdict, le Procureur Général près de la Cour d'Appel a interjeté un pourvoi en cassation, ce qui a eu pour effet de suspendre l'exécution de la décision de mise en liberté. Ainsi, Dr Sissoko demeure détenu à la prison de Kéniéroba, située à plus de 75 kilomètres de Bamako, en attendant le dénouement de cette affaire.

L'opposition du parquet à la libération de Dr Sissoko a renforcé les frustrations de ses partisans, qui voient dans cette démarche une volonté de prolonger sa détention avant son jugement en appel. Cette situation reflète les tensions croissantes autour de l'affaire, suscitant des inquiétudes parmi les défenseurs des droits de l'homme, qui dénoncent une possible violation de la liberté d'expression.

Malgré les efforts en vue de sa libération provisoire, Dr Étienne Fakaba Sissoko reste donc incarcéré à Kéniéroba, dans l'attente de son procès en appel. Cette affaire a pris une dimension symbolique et continue d'attirer l'attention à l'échelle nationale et internationale. Les prochaines semaines seront cruciales pour cet intellectuel malien, devenu un symbole de la lutte pour la liberté d'expression au Mali.

En attendant le procès sur le fond prévu le 11 novembre 2024, Dr Sissoko demeure en détention, tandis que ses partisans continuent de plaider pour une justice équitable. Les observateurs politiques, les universitaires et les organisations de défense des droits de l'homme restent attentifs à l'évolution de cette affaire, qui pourrait avoir des répercussions importantes sur l'état de la liberté d'expression dans le pays.

Fatou Sissoko

**Mali : Lancement de la plateforme 'Maakun Bana' pour lutter contre les VBG**



L'Association Jeuness'Art a récemment lancé une plateforme novatrice appelée 'Maakun Bana', qui signifie 'Le silence est fini' en bamanankan, offrant aux victimes de violences basées sur le genre (VBG) un espace pour partager leurs témoignages. Ce projet a été inauguré pour une durée de six mois le lundi 14 octobre 2024, à Banankabougou, avec le soutien financier de l'Ambassade du Canada et de l'Association Jeuness'Art, pour un montant d'environ 12 millions de francs CFA.

La cérémonie de lancement officiel a été présidée par le représentant de l'Ambassade du Canada, Youssouf KEITA, en présence du Président de l'Association Jeuness'Art, Aboubacar CAMARA, de la Chargée à la Communication de l'Association Jeuness'Art, Fatoumata Seydou TRAORE, ainsi que de nombreux invités distingués.

'Maakun Bana' a pour objectif de briser le silence entourant les violences souvent taboues, en offrant un espace sûr pour s'exprimer et sensibiliser la communauté à travers l'art et le slam. Aboubacar CAMARA a souligné l'engagement de son Association à promouvoir les droits humains et à protéger les plus vulnérables, grâce au soutien du Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL).

La plateforme 'Maakun Bana' vise à combattre les VBG en utilisant l'art, en particulier le slam, la poésie et la technologie, sur une période de six mois. L'application 'Maakun Bana' est téléchargeable sur Play Store et Google Play, permettant aux victimes de partager leurs témoignages de différentes manières, que ce soit par des images, des enregistrements vocaux ou des écrits.

Le Coordinateur du Fonds canadien, Youssouf KEITA, a souligné que cette initiative s'inscrit dans le projet 'Maakun Bana, révélons les injustices pour les éradiquer', soutenu par l'Ambassade du Canada au Mali à travers le FCIL. Ce projet fait partie des 11 initiatives que l'Ambassade du Canada soutient en 2024 dans le cadre du Fonds canadien d'initiatives locales, démontrant ainsi son engagement envers la lutte contre les injustices liées au genre.

'Maakun Bana' représente une avancée significative dans la sensibilisation et la lutte contre les VBG, offrant aux victimes un moyen de s'exprimer et de trouver du soutien dans un environnement sécurisé et

**Social : Une délégation ministérielle à Niéro du Sahel**



Ce vendredi 11 octobre 2024, le Colonel-Major Ismaël Wagué, Ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, s'est rendu à Niéro du Sahel en compagnie de son homologue, le Dr. Mahamadou Koné, Ministre des Affaires religieuses et du Culte, ainsi que de Monsieur Abdoul Kassim Ibrahim Fomba, Ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne et la ministre déléguée auprès du premier ministre madame Fatoumata Dicko.

Cette visite avait pour but de présenter leurs condoléances au Cherif de Niéro, le Cheikh Bouyé Haïdara, de son vrai nom Mohamed Ould Hamahoullah, suite au décès de son épouse survenu le mardi précédent. Au nom du Président de la Transition, Chef de l'État, SE le Colonel Assimi GOITA, le Gouvernement de la République du Mali et l'ensemble du Peuple malien expriment leurs plus sincères condoléances à la famille endeuillée.

Que Dieu accueille la défunte dans Son Paradis éternel, Yarabi.

Pour la paix, aucun sacrifice n'est de trop !

**CCOM MRPCN**  
Source : Info gov

inclusif. Le discours du représentant de l'Ambassade canadienne au Mali met en lumière l'importance du projet 'Maakun Bana, révélons les injustices pour les éradiquer', qui a été choisi parmi plus de 200 projets concurrents. Ce projet vise à sensibiliser le public, à soutenir les victimes de violences basées sur le genre (VBG) et à promouvoir la justice et les droits humains à travers des initiatives artistiques et technologiques novatrices.

Le coordinateur Youssouf KEITA souligne le soutien de l'Ambassade du Canada à ce projet, mettant en avant le Fonds canadien d'initiatives Locales, un programme destiné à appuyer des projets à petite échelle mais à fort impact dans des pays en développement comme le Mali et le Niger.

**Mohamed N'Diaye**

## Retour des déplacés à Bankass : Abdalah Togo dément la signature d'un accord avec les djihadistes

Le Mouvement Patriotique pour l'Unité et la Sauvegarde du Cercle de Bankass, représenté par son président Abdalah Togo, a récemment clarifié la situation concernant le retour des déplacés dans la région. Lors d'une rencontre avec la société civile de Bankass, les autorités locales et communautaires ont conjointement soutenu l'appel au retour des déplacés, soulignant l'absence de conflits entre les différentes communautés de la région.

Abdalah Togo a expliqué lors d'une interview accordée à une radio locale que cet appel au retour des déplacés était en cours depuis un certain temps. Il a rappelé que l'initiative avait été lancée par le chef d'état-major général du mouvement d'autodéfense Dana Ambassagou, Yousouf Toloba, en 2021. Suite à cet appel, plusieurs déplacés ont déjà regagné leurs villages respectifs dans les zones de Koro, Bandiagara et Koro, avec même un village peul réinstallé non loin du village de Toloba et sécurisé par des chasseurs locaux.

Cependant, Abdalah Togo a tenu à démentir formellement les rumeurs selon lesquelles un accord aurait été signé entre Bankass et les djihadistes. Il a souligné catégoriquement : « Bankass n'a pas signé d'accord avec les terroristes. Nous ne pactisons pas avec eux. » Pour lui, la signature d'accords avec les djihadistes ne mène pas à la paix, mais plutôt à l'asservissement de la population locale. Il a mis en garde contre les conséquences néfastes de telles collaborations, citant les



événements tragiques survenus à Diallassagou et à Dialaye comme exemples concrets.

Abdalah Togo a appelé à la dénonciation des activités des djihadistes et de leurs complices, soulignant qu'il n'existe aucun conflit entre les différentes communautés de la région. Il a conclu en affirmant que la paix ne peut être obtenue en cédant aux exigences des terroristes, mais en restant unis et solidaires face à cette menace.

**Boureima Guindo**





# CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

## MESSAGE SUR LA FRAUDE À L'AMO

**La Caisse Nationale d'Assurance Maladie  
(CANAM)**

**a été alertée sur l'existence de sociétés  
qui affilient et enrôlent frauduleusement  
des personnes non assujetties au  
Régime d'Assurance Maladie  
Obligatoire (AMO).**

**Lesdites sociétés délivrent des cartes AMO  
à des individus qui ne remplissent  
pas les conditions requises pour des  
prestations du régime de l'AMO.**

**En vue de faire valoir ses droits, la CANAM  
a porté plainte contre deux sociétés qui  
procèdent à ces pratiques.**

**Après les différentes auditions, les responsables  
de ces deux sociétés ont été mis sous mandat  
de dépôt en attendant leur procès.**

**<<Assuré à l'AMO, on cotise selon ses moyens  
et on est pris en charge selon ses besoins sanitaires >>**



# OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE  
L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



## Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

### 2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de

**23, 918 MILLIARDS FCFA**

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

*Dénoncez gratuitement les faits de corruption*

*et d'enrichissement illicite*

**NUMÉRO VERT : 80 00 22 22**

 BAMA KO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

 (+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

 [contact@oclei.ml](mailto:contact@oclei.ml)  [www.oclei.ml](http://www.oclei.ml)

# États Généraux de l'Ordre des Experts Judiciaires du Mali : Une Rencontre Historique à Bamako



Le 10 octobre 2024 restera gravé dans les mémoires comme le jour où s'est tenue une rencontre historique à l'Hôtel Millénum de Bamako : les États Généraux de l'Ordre des Experts Judiciaires du Mali. Cette première grande réunion, présidée par le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Mamoudou Kassogué, a réuni les principaux acteurs du secteur judiciaire, experts et professionnels, pour échan-

ger sur l'avenir de l'expertise judiciaire au Mali.

Dans son discours d'ouverture, le ministre Mamoudou Kassogué a mis en avant l'importance capitale de ces discussions, qui représentent une première depuis la création de l'Ordre en 1988. Il a souligné que le thème de ces États Généraux, « L'expertise judiciaire au cœur d'une justice efficace », témoigne de l'enga-

gement des experts judiciaires à soutenir les tribunaux dans le traitement des affaires complexes, tout en garantissant l'impartialité et la rigueur indispensables à une saine administration de la justice.

Cette réunion a constitué une occasion unique d'évaluer les réalisations de l'Ordre et de définir des axes d'amélioration pour une gestion plus efficace des expertises dans le système



Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme

judiciaire malien, après plus de trois décennies d'existence. Le ministre a également mis en lumière les progrès récents sur le plan législatif, avec l'adoption d'une nouvelle loi en décembre 2023. Cette réforme a permis de pallier les lacunes juridiques jusqu'alors rencontrées par les experts judiciaires dans l'exercice de leurs fonctions. Elle renforce également la protection de ces experts et vise à améliorer les conditions de leur intervention au sein du processus judiciaire.

Face à l'évolution rapide des relations sociales et économiques, ainsi qu'à l'émergence de nouveaux types de litiges, tels que les crimes numériques et la cybercriminalité, le ministre a appelé à une réflexion approfondie sur les adaptations nécessaires. Il a également souligné l'importance d'une collaboration renforcée entre les différents acteurs du système judiciaire pour garantir une justice plus réactive et adaptée aux nouveaux enjeux.

Un des points centraux abordés lors de cette rencontre a été la question du coût des expertises judiciaires. Reconnaisant que ces frais

peuvent constituer un obstacle pour de nombreux justiciables, Mamoudou Kassogué a suggéré la mise en place d'un fonds spécial. Ce mécanisme viserait à couvrir les honoraires des experts dans certaines procédures, afin d'assurer un accès équitable à la justice, quel que soit le niveau de revenu des citoyens.

Cette initiative répond à une préoccupation croissante concernant l'équité du système judiciaire malien, et elle s'inscrit dans la volonté des autorités de garantir que la justice soit accessible à tous, sans compromettre la qualité des expertises réalisées. Au cours des débats, plusieurs thématiques cruciales ont été abordées par les participants, témoignant de l'importance de cette rencontre pour l'avenir de l'expertise judiciaire au Mali. Les Enjeux des États Généraux de la Profession d'Experts Judiciaires au Mali

Les échanges lors des états généraux ont mis en lumière l'importance de la déontologie professionnelle, de la lutte contre la corruption et des défis technologiques pour l'organisation de la profession d'experts judiciaires au Mali.

Ces discussions ont permis d'identifier des pistes de modernisation afin de répondre aux enjeux émergents dans le domaine judiciaire.

Le ministre a exprimé son espoir que ces états généraux aboutissent à des réformes concrètes et praticables qui contribueront à renforcer le système judiciaire malien à long terme. En clôturant l'événement, Mamoudou Kassogué a salué le travail réalisé par les membres de l'Ordre des Experts Judiciaires et a réaffirmé l'engagement des autorités à soutenir leurs efforts en vue d'une justice plus efficace et accessible.

Il a souligné l'importance de poursuivre les réformes déjà engagées et de garantir que les futures générations d'experts judiciaires puissent exercer dans des conditions optimales. Ces états généraux marquent ainsi un nouveau départ pour l'expertise judiciaire au Mali en ouvrant la voie à un renforcement des capacités de l'Ordre et à une justice plus moderne, équitable et attentive aux besoins des citoyens.

Ibrahim Sanogo

# École de guerre du mali: La promotion AES fait sa rentrée

L'ouverture de la rentrée solennelle de l'école de guerre du mali a eu lieu le 11 octobre 2024 dans son amphithéâtre à Badalabougou (Bamako) en présence de la hiérarchie des forces de défense et de sécurité, des autorités politiques et administratives.



**P**résidée par le General de Division Oumar DIARRA, Chef d'état-major général des Armées, cette rentrée marque le début de l'année académique pour la 4ème promotion de l'Ecole. Celle-ci, durant 11 mois, accueillera, pour l'année 2024-2025, 22 auditeurs. Pour la première fois, 5 officiers burkinabès et 5 officiers nigériens seront parmi ces auditeurs.

La leçon inaugurale de la rentrée, sous forme de conférence, était sur la thématique " La défense collective au sein de l'AES, enjeux, exigences, approches stratégiques". Elle a été animée par les directeurs des Centres Nationaux d'Etudes Stratégiques du Mali, du Burkina et du Niger.

Ils ont fait un exposé brillant sur la réussite de la sécurité collective au sein de l'Alliance en proposant des voies et moyens notamment l'exigence d'une volonté politique forte, d'un financement endogène pérenne, la conception d'outils dédiés à la planification et à l'analyse stratégique et celle d'un mécanisme opérationnel souple entre autres.

Le Général de Division Oumar DIARRA, Chef d'état-major général des Armées du Mali, a dit que les Armées de l'Alliance ont en commun les mêmes défis et elles cherchent des réponses adaptées à ceux-ci. Ainsi, la fin de la formation des auditeurs à l'Ecole de Guerre du Mali permettra à eux de disposer de clés d'analyse et de capacités pour relever les immenses défis de l'espace de la Confédération selon lui. Il a rendu hommage aux universités



du Mali et aux chercheurs pour leur contribution à l'enseignement de l'Ecole de Guerre du Mali.

Selon le commandant de l'Ecole de Guerre du Mali, le Général de Division Oumar DAO, la thématique sied avec la 4ème promotion de l'Ecole. Cette promotion reflète totalement la configuration de l'Alliance des Etats du Sahel.

Cela procède d'une instruction des plus hautes autorités notamment le Président de la Transition du Mali et de la Confédération des Etats du Sahel, le Colonel Assimi GOITA. La thématique impose aussi des questions dont celle de savoir comment réussir sur les cendres du G5 Sahel, a souligné le Général DAO.

Il s'agira pour nous de vous former pour être immédiatement capables d'exercer des responsabilités de haut niveau avec une vision prospective sur des enjeux sécuritaires conformément aux programmes de l'Ecole, a ajouté le commandant de l'Ecole de Guerre du Mali.

Soyez donc assurés que les enseignements que vous recevrez ici vous permettront de vous préparer pour les responsabilités futures au service de notre défense collective et de relever les défis auxquels sont confrontés les Etats de l'Alliance. Il vous est simplement demandé de vous dédier entièrement à votre formation. Investissez-vous personnellement, a dit aux auditeurs de la 4ème promotion le General Oumar DAO, commandant de l'Ecole de Guerre du Mali.

**Sgt Salia dit K. Sidibé**  
**Forces armées maliennes (DIRPA)**



Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120  
80001122



+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**

# Inondation au Mali: Appel aux maires, aux autres élus municipaux et à l'association des municipalités du Mali



**F**ace à la situation de catastrophe nationale suite aux inondations,

– Je présente mes sincères condoléances aux parents et proches des personnes ayant perdu la vie lors des inondations qui continuent à travers tout le pays.

– Mes chaleureuses compassions vont aux personnes ayant perdu des biens matériels et des équipements de travail lors de ces inondations, affectant leurs droits à une vie décente et à un travail.

– Je félicite les personnes physiques et morales qui ont développé une chaîne de solidarité pour soutenir les victimes des inondations et leur procurer tant soit peu du réconfort.

– Mes encouragements vont au gouvernement de la transition pour les efforts déjà consentis et ceux à développer pour limiter les frustrations, l'exaspération des victimes et celles de populations désespérées.

– J'implore la compréhension des maliens et des maliennes au sujet de ces inondations dont les fâcheuses conséquences sont liées

aux effets négatifs des changements climatiques. Changements, eux-mêmes, induits par des actions anthropiques non appropriées, à travers la planète, d'où le même phénomène se manifeste à Londres, à Ouagadougou, à Marseille, en Floride, à Dakar,...

Il est vrai que ce qui se passe ailleurs, appel de la part de tous compassion, solidarité et prières pour atténuer les conséquences. Mais, ce qui se passe au Mali, doit être une priorité absolue. En conséquence, des responsabilités doivent être situées et des décisions prises.

1. Les autorités en charge de la gestion des catastrophes doivent être en mesure de faire la part des choses entre les causes naturelles et celles anthropiques.

2. Les causes anthropiques dues à l'incivisme, par l'occupation anarchique des voies d'eau et les zones d'inondation des cours d'eau doivent être identifiées. Les preuves de refus d'obtempérer des personnes concernées doivent être produites, sinon, l'autorité (publique ou des collectivités), est désignée comme un des responsables de la survenue de l'inondation.

3. Les causes anthropiques, relevant de la gestion foncière de l'autorité (publique ou des collectivités) sont à identifier également. L'autorité responsable doit répondre devant la loi, et éventuellement avec les autres acteurs impliqués.

4. L'autorité des collectivités étant le représentant d'un parti politique, le président de ce parti, doit présenter des excuses au peuple, au regard des actes délictueux avérés de son maire dans la gestion foncière.

5. En attendant que la loi soit dite selon les règles de l'art, pour identifier juridiquement les responsables, il est important pour

A. Le gouvernement de la transition



1. Communiquer sur les responsabilités de chaque acteur et rassurer les maliens que rien ne restera impuni.

2. Communiquer sur l'ampleur des désastres et les moyens disponibles pour y faire face en toute transparence.

3. Développer une chaîne de solidarité nationale pour venir en appui aux efforts du gouvernement.

4. Avant le 15 octobre 2024, communiquer sur la faisabilité de l'ouverture des classes, totalement ou partiellement. En cas d'ouverture partielle sur le territoire national, préciser les conditions d'ouverture des classes le 4 novembre et préciser les dispositions prises pour assurer progressivement l'ouverture des classes des écoles encore inondées à cette date.

B. Aux partis politiques, aux maires et à l'Association des Municipalités du Mali

1. Les présidents des partis politiques dont les représentants (maires) ont eu la gestion des collectivités territoriales décentralisées doivent se manifester devant l'opinion publique nationale et exprimer leur compassion aux victimes de cette catastrophe qui frappe leurs militants, sympathisants et les maliens, tout court. Ils doivent reconnaître leur part de responsabilité et s'excuser auprès des maliens et promettre des mesures à l'interne contre les maires indéliques par rapport à la gestion foncière.

2. À l'Association des Municipalités du Mali. Le président de cette association a l'obligation de se présenter devant les maliens et expliquer dans quelle mesure, les maires ont leur

part de responsabilité dans drame national. Le gouvernement de la transition est face à une situation dont l'origine plonge dans l'histoire de la gestion des mairies par des partis politiques. Il n'est pas seyant de laisser les autorités de la transition, préoccupées par la sécurité nationale face au terro-djihadiste, face à la frustration de la population.

Le président de l'association des municipalités du Mali, doit présenter au ministre en charge de l'administration territoriale, et de l'éducation, son plan d'ouverture des classes. Ce plan devant être la compilation des plans proposés par chaque maire membre.

3. Aux maires des communes, aux présidents de conseils de cercles et aux présidents des assemblées régionales.

Les maires ne peuvent et ne doivent pas que jouir des avantages de leur statut, ils doivent se montrer à la hauteur de la confiance placée en eux par les électeurs. La situation exige de

leur part, gravité et mesure de la responsabilité individuelle. Elle exige aussi, compassion et solidarité agissante. Les maires doivent se présenter devant le peuple de leurs circonscriptions respectives et proposer des solutions. Ça serait lâche de leur part de laisser le gouvernement de la transition porter le chapeau et faire face aux frustrations. Si les enfants de leurs électeurs dorment dans des écoles et des abris de fortune dans le froid, le ventre vide, ils doivent regarder les leurs et penser à leurs propres responsabilités. In fine, ils doivent dans un geste de solidarité, offrir gîte et nourriture aux enfants de leurs électeurs, victimes des inondations. Ils le doivent plus que le gouvernement. Je parle bien sûr des maires dont la responsabilité est avérée en amont de cette catastrophe. Je parle aussi du maire soucieux de ses électeurs.

Les maires seraient bien inspirés de mettre à la disposition des victimes, quelques maisons où abris, afin que l'ouverture des classes puisse être effective en novembre. Il n'est pas honorable pour les maires fautifs de se cacher derrière leur petit doigt dans cette douloureuse situation.

Dans tous les cas, les électeurs apprécieront.

4. À la population, et particulièrement aux électeurs.

Je dis tout simplement «on reconnaît ses amis lors des moments difficiles».

**Seydou Traoré Ancien ministre Mali  
2002-2007**

**Chevalier de l'Ordre National du Mali 2009  
SOURCE : INFO MATIN**



# Afrique de l'Ouest : manœuvres subtiles de la Cédéao pour contrecarrer le départ du Mali, du Niger et du Burkina

Le retrait du Mali, du Niger et du Burkina Faso de la Cédéao, qui devra prendre effet en janvier 2025, selon les textes de l'institution, pourrait être entravé par des manœuvres subtiles de l'organisation sous-régionale. À l'approche de cette date fatidique, la Cédéao multiplie les tentatives pour préserver son influence et freiner cette émancipation.



Le départ annoncé du Mali, du Niger et du Burkina Faso de la Cédéao, prévu pour prendre effet en janvier 2025, a ouvert une nouvelle phase de tensions dans la sous-région. Si ce retrait symbolise pour ces trois pays une émancipation face à une organisation qu'ils jugent inféodée à des intérêts étrangers, les obstacles à cette séparation sont loin d'être simplement bureaucratiques. En coulisses, la Cédéao, aidée par des sponsors étrangers, emploie déjà des moyens subtils et parfois maladroits pour empêcher cette rupture définitive.

## La sortie annoncée : une menace pour l'ordre régional ?

L'annonce faite en janvier 2024 par le Mali, le Niger et le Burkina Faso de quitter la Cédéao est perçue par beaucoup comme un coup de tonnerre dans les relations sous-régionales. Les trois pays, membres de l'Alliance des États du Sahel (AES), depuis septembre 2023, ont décidé de se libérer d'une institution qu'ils accusent de servir les intérêts de puissances occidentales, et plus particulièrement la France

ou encore les États-Unis. Cependant, si sur le papier cette décision semble claire, la réalité est bien plus complexe. Le retrait effectif n'interviendra qu'en janvier 2025, et d'ici là, la Cédéao pourrait déployer toute une panoplie de stratégies pour ralentir, voire contrecarrer cette sortie.

D'ores et déjà, l'on constate une montée des tensions sociales dans chacun de ces trois États. Des voix dissidentes s'élèvent pour dénoncer le bilan de ces transitions, qu'elles jugent mitigées, la cherté de la vie, l'isolement de leur pays sur la scène géopolitique, la restriction de l'espace civique, la violation des droits de l'homme, ou encore des transitions qui s'éternisent sans résultat. Toutes ces critiques ou dénonciations ne sont que, une fois de plus, des tentatives d'instrumentalisation des populations en vue de déstabiliser les régimes en place.

La Cédéao, en tant qu'actrice géopolitique majeure en Afrique de l'Ouest, ne souhaite point accepter sans résistance la perspective d'un départ qui affaiblit sa légitimité et pourrait in-

citer d'autres pays à suivre le même chemin. Ainsi, à mesure que 2025 s'approche, elle use de tactiques subtiles, mais nuisibles, visant à fragiliser ces trois pays et à les dissuader de poursuivre leur projet d'émancipation.

## Tactiques insidieuses : sanctions déguisées et tentatives de déstabilisation

Dans les mois à venir, il serait naïf de penser que la Cédéao va simplement attendre janvier 2025 pour acter le départ du Mali, du Niger et du Burkina Faso. Les sanctions économiques imposées par le passé, bien que inefficaces à long terme, se transformeraient en restrictions financières plus ciblées et discrètes, affectant directement les secteurs vitaux de ces nations. Par ailleurs, des tentatives de déstabilisation politique sont déjà en œuvre. Les gouvernements de transition devront donc surveiller de près les manœuvres diplomatiques et économiques que nous observons et qui pourraient créer des fractures internes au sein de leurs administrations et de leurs armées.



Le contexte de tensions géopolitiques actuelles fait émerger une série de pressions indirectes : l'intensification de la guerre de l'information, le financement de groupes d'opposition, ou encore l'infiltration de réseaux d'influence dans les cercles décisionnels de ces pays. La Cédéao, craignant de perdre son poids géopolitique, a recours à des méthodes plus subtiles pour semer le doute sur la capacité de ces États à se gérer seuls, tout en essayant de brouiller l'image d'une transition réussie.

### L'Alliance des États du Sahel : un contrepois en gestation sous pression

Face à ces manœuvres, la création de l'Alliance des États du Sahel (AES), transformée en confédération en juillet 2024, est une tentative de réorganiser la coopération régionale en dehors du cadre de la Cédéao. Cependant, ce projet ambitieux est lui-même dans le viseur. La Cédéao multiplierait les tentatives pour affaiblir cette structure naissante, notamment en cherchant à influencer les partenaires internationaux des trois pays. Des efforts sont faits pour isoler diplomatiquement l'AES et décourager d'autres États de la région à les rejoindre.

D'un point de vue économique, des pressions sont exercées via des instruments financiers

régionaux contrôlés ou influencés par la Cédéao. En bloquant ou en retardant l'accès à des fonds et à des marchés régionaux, l'organisation tente de fragiliser les économies des trois pays, créant un climat d'instabilité propice à la révision de leur décision.

### 2024 : une année charnière, entre pressions extérieures et défis internes

Si l'année 2024 marque la dernière ligne droite avant la rupture officielle, elle est également une période de vulnérabilité. Les pays du Sahel devront rester sur leurs gardes, car la Cédéao, ayant échoué à faire plier ces gouvernements par la force, pourrait redoubler d'ingéniosité pour les faire reculer. La fenêtre est étroite : des élections à organiser, une économie à stabiliser et une nouvelle coopération régionale à faire vivre, tout en contrant des tentatives de déstabilisation multiples.

Finalement, le retrait de la Cédéao est loin d'être un simple acte administratif. Il s'agit d'un processus complexe, où chaque geste compte, et où la Cédéao, même discrète, emploiera tous les moyens pour que ce départ n'aboutisse pas ou, du moins, soit perçu comme une décision erronée.

Correspondance  
SOURCE : INFO MATIN





## COMMUNIQUÉ INPS

Afin d'éviter les perturbations éventuelles dans le déroulement des paiements, la Direction générale l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens que le contrôle annuel de leur existence physique s'effectuera du 1er Septembre au 30 novembre 2024.

A cet effet les retraités et rentiers sont priés de faire parvenir les pièces suivantes dans les lieux de paiement habituels avant **le 30 Novembre 2024 (délais de rigueur)** :

### Pour les retraités :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- Attestation de non-imposition.

### Pour les conjoints survivants :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- Certificat de non remariage.

### Pour les rentiers :

- Certificat de vie.

La Direction générale de L'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 19 Août 2024

**OUSMANE KARIM COULIBALY**  
Directeur Général  
Chevalier de l'Ordre National

# Mariage forcé : Ansongo s'engage dans la lutte contre ce fléau

**L**e dimanche 13 octobre 2024, la ville d'Ansongo a été le théâtre d'un débat crucial concernant le mariage des enfants. Organisée par le service local de la femme, de l'enfant et de la famille, cette rencontre a rassemblé un large éventail d'acteurs locaux, tels que les autorités locales, communales, religieuses et administratives, ainsi que des jeunes garçons et filles. L'événement s'inscrivait dans le cadre de la célébration de la journée des jeunes filles.

L'élément marquant de cette journée a sans conteste été la présentation d'un sketch poi-

gnant sur le mariage précoce par des enfants eux-mêmes. Cette mise en scène a permis d'illustrer de manière vivante et percutante les conséquences néfastes du mariage forcé sur la vie des jeunes filles. Une manière originale et efficace de sensibiliser l'audience présente à la réalité de cette pratique néfaste.

Le chef du village d'Ansongo a également pris la parole lors de cet événement, appelant les parents à accorder une attention particulière à l'éducation de leurs enfants. Cette intervention souligne l'importance cruciale de l'éducation dans la prévention du mariage des

enfants et met en lumière le rôle essentiel des parents dans la protection et le bien-être de leurs enfants.

Cette initiative de lutte contre le mariage forcé à Ansongo témoigne de l'engagement des acteurs locaux à faire évoluer les mentalités et à protéger les droits des jeunes filles. En sensibilisant la population à cette problématique, en impliquant les différents acteurs de la société et en encourageant le dialogue, Ansongo se positionne comme un exemple à suivre dans la lutte contre cette pratique nocive.

Cette journée de sensibilisation et de mobilisation contre le mariage forcé à Ansongo a été un succès indéniable, marquant une étape importante dans la prise de conscience collective et l'action concrète pour protéger les droits des enfants, en particulier des jeunes filles.

**Fatou Sissoko**



# Allégations de présence de soldats nord-coréens en Ukraine : Le Kremlin rejette les accusations de Kiev et Séoul



**P**lus tôt cette semaine, le Kremlin a catégoriquement nié les informations provenant de Kiev et de Séoul, affirmant que des soldats nord-coréens apportaient leur soutien à l'armée russe en Ukraine. Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a déclaré dimanche 13 octobre que la Corée du Nord fournissait des soldats à l'armée russe pour participer à son invasion de l'Ukraine, en plus de lui fournir des munitions.

Zelensky a souligné une alliance croissante entre la Russie et des régimes comme la Corée du Nord, dépassant le simple transfert d'armes pour inclure l'engagement de personnel nord-coréen dans les forces armées de l'occupant. Il a appelé à un renforcement des relations avec les partenaires de l'Ukraine pour obtenir un soutien accru face à cette situation.

Le président ukrainien a également exprimé la nécessité de recevoir des armes à longue portée pour intensifier la pression sur l'agresseur et prévenir une escalade du conflit. L'Ukraine demande depuis plusieurs semaines à ses alliés occidentaux de lui fournir des missiles à longue portée pour contrer la Russie en profondeur.

Le Kremlin a réfuté les allégations selon lesquelles des soldats nord-coréens soutiendraient l'armée russe en Ukraine, niant les informations provenant de Kiev et de Séoul. Malgré cela, un média ukrainien a rapporté que six officiers nord-coréens auraient été tués lors d'une attaque de missile ukrainienne près de Donetsk, dans l'est de l'Ukraine occupée par la Russie.

Andriï Kovalenko, un responsable du Conseil national de sécurité et de défense ukrainien, a précisé que les soldats nord-coréens présents en Ukraine se limitaient à un petit nombre de troupes du génie chargées de surveiller l'utilisation des munitions nord-coréennes par l'armée russe. Il a également souligné que la Russie devenait de plus en plus dépendante des munitions nord-coréennes pour différents types d'armes.

Le ministre sud-coréen de la Défense, Kim Yong-hyun, a indiqué que Séoul considèrerait comme très probable qu'il y ait eu des victimes parmi les officiers nord-coréens et les soldats en Ukraine, laissant entendre que d'autres troupes pourraient être envoyées en renfort aux côtés des forces russes.

Arouna Sidibé

# Réunion 3+3 sur le Caucase du Sud à Istanbul : Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, confirme sa participation

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, participera à la réunion 3+3 sur le Caucase du Sud qui se tiendra le 18 octobre à Istanbul. Cette confirmation a été annoncée par la porte-parole du ministère des Affaires étrangères russe, Maria Zakharova, lors d'une déclaration à l'agence de presse Sputnik. Cette réunion, regroupant les principaux acteurs régionaux et internationaux, a pour objectif de discuter des questions relatives à la stabilité et à la sécurité dans la région du Caucase du Sud.

Le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a exprimé son attente quant à la participation de Sergueï Lavrov à cette rencontre cruciale. Maria Zakharova a confirmé la présence prévue de Lavrov en déclarant : "Nous confirmons la participation prévue de Lavrov à la réunion 3+3 sur le Caucase du Sud".

Cette réunion revêt une importance particulière dans le contexte des récents développements dans la région, notamment suite aux conflits et aux tensions persistants dans le Caucase du Sud. La participation du ministre russe des Affaires étrangères souligne l'engagement de la Russie à jouer un rôle constructif dans la recherche de solutions pacifiques et durables à ces défis régionaux.

La réunion 3+3 sur le Caucase du Sud réunira les représentants de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie, ainsi que des pays partenaires tels que la Russie, la Turquie et l'Iran. Les discussions porteront sur diverses questions liées à la sécurité, à la coopération régionale et aux efforts visant à promouvoir la paix et la stabilité dans la région.

La participation de Sergueï Lavrov à cette réunion témoigne de l'importance que la Russie accorde à la résolution des conflits et à la promotion du dialogue dans le Caucase du Sud. Cette rencontre offre une occasion unique aux différents acteurs de la région de dialoguer, de trouver des terrains d'entente et de renforcer la coopération pour garantir un avenir plus sûr et prospère pour tous les peuples du Caucase du Sud.

La participation de Sergueï Lavrov à la réunion 3+3 sur le Caucase du Sud est un signal positif de l'engagement des acteurs régionaux et internationaux à travailler ensemble pour relever les défis communs et à promouvoir la paix et la stabilité dans cette région stratégique et complexe.

Arouna Sidibé



# Éliminatoires de la CAN Maroc 2025 : Le Mali brille en tête du groupe "I"



**D**ans un match crucial pour la 3ème journée des éliminatoires de la CAN 2025, l'équipe nationale du Mali a pris les devants en battant la Guinée Bissau sur le score serré de 1-0. La rencontre, qui s'est déroulée au Stade du 26-Mars de Bamako, a vu El Bilal Touré inscrire l'unique but de la partie, offrant ainsi la victoire aux Aigles.

Cette victoire a permis au Mali de consolider sa position de leader du groupe "I" avec un total de 7 points. Le Mozambique, qui occupe

la deuxième place avec 5 points, a quant à lui été tenu en échec par l'Eswatini lors d'un match délocalisé à Maputo, se soldant par un score de 1-1.

Le prochain défi des Aigles se déroulera lors de la 4ème journée, prévue pour le mardi 15 octobre. L'équipe se rendra en Guinée Bissau ce dimanche, bénéficiant d'un vol affrété par les autorités maliennes pour faciliter leur déplacement.

Cette performance impressionnante du Mali dans les éliminatoires de la CAN Maroc 2025 suscite des espoirs et des attentes élevées parmi les supporters et les observateurs du football. Les Aigles ont montré leur détermination et leur talent sur le terrain, et ils semblent bien partis pour décrocher une place convoitée lors de la prochaine Coupe d'Afrique des Nations.

**Fatou Sissoko**



## Bélier (21 mars - 19 avril)

Le plein d'énergie. Votre passion et détermination seront à leur apogée, ce qui vous permettra de surmonter des défis importants dans votre carrière. Cependant, Mercure rétrograde pourrait créer quelques malentendus dans votre communication avec vos collègues ou proches. Assurez-vous de clarifier vos intentions. En amour, la situation est stable, mais attention à ne pas négliger les petites attentions envers votre partenaire. Les célibataires pourraient être tentés par une aventure passionnée, mais éphémère. Côté santé, attention à ne pas vous surmener : prenez des moments pour vous détendre.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Cette semaine sera idéale pour vous concentrer sur des projets à long terme. Saturne favorise la stabilité, et vous aurez l'occasion de solidifier vos bases financières ou professionnelles. Toutefois, Vénus vous encourage également à prendre soin de vos relations personnelles : une réconciliation ou une conversation profonde avec un ami ou un partenaire pourrait apporter des bénéfices émotionnels durables. Sur le plan sentimental, il est important de rester ouvert et de ne pas trop vous enfermer dans vos routines. Les célibataires auront peut-être l'occasion de croiser une personne qui partage leurs valeurs.



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Les Gémeaux auront une semaine dynamique et stimulante. Vous gèrerez plusieurs tâches simultanément, mais votre polyvalence naturelle vous permettra de relever ces défis avec succès. Jupiter vous ouvre de nouvelles opportunités professionnelles, mais veillez à ne pas vous disperser. Côté cœur, la communication sera essentielle : vous pourriez avoir à clarifier certains malentendus avec votre partenaire. Les célibataires auront la chance de vivre des moments légers et joyeux, avec des rencontres qui pourraient aboutir à quelque chose de sérieux.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Cette semaine, le Cancer se concentre sur ses émotions. Vous ressentez un besoin de recentrer votre énergie sur vous-même et de vous reconnecter à vos proches. Les aspects familiaux et domestiques seront mis en avant : c'est le moment idéal pour organiser des activités avec vos proches ou pour envisager des changements dans votre environnement personnel. Sur le plan professionnel, vous serez très organisé et efficace, et vos efforts ne passeront pas inaperçus. En amour, attendez-vous à des moments tendres et affectueux, avec une bonne communication dans le couple.



## Lion (22 juillet - 23 août)

Le Lion brille cette semaine, notamment sur le plan professionnel. Vous serez en mesure de mener à bien des projets ambitieux, et votre leadership naturel sera remarqué. Cependant, n'oubliez pas d'être attentif aux besoins des autres. En amour, vous êtes plus passionné que jamais, mais veillez à ne pas écraser votre partenaire par votre forte personnalité. Les célibataires seront très charismatiques et attireront facilement l'attention, mais soyez sélectif dans vos choix.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Les Vierges se sentiront plus centrées sur leurs objectifs personnels cette semaine. Les astres vous encouragent à prendre du recul pour réévaluer vos priorités et fixer de nouveaux objectifs. Vous pourriez également avoir des discussions importantes concernant votre vie sentimentale : c'est le moment de clarifier vos attentes. Côté carrière, vous devrez peut-être faire preuve de patience et attendre le bon moment pour lancer de nouveaux projets. Ne vous précipitez pas.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

La Balance cherchera l'équilibre cette semaine, notamment entre sa vie professionnelle et personnelle. Vous pourriez avoir des décisions importantes à prendre concernant votre travail, mais veillez à ne pas négliger vos proches dans le processus. En amour, Vénus vous protège, et les relations amoureuses seront placées sous le signe de l'harmonie. Pour les célibataires, une rencontre significative pourrait avoir lieu cette semaine. Sur le plan financier, soyez prudent avec vos dépenses.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Les Scorpions vivront une semaine d'introspection et de transformation. Vous serez amené à reconsidérer certaines de vos habitudes ou croyances, notamment dans votre vie professionnelle. Les changements peuvent sembler difficiles au début, mais ils s'avéreront bénéfiques à long terme. En amour, vous rechercherez davantage de sincérité et de profondeur dans vos relations. Les célibataires auront l'opportunité de se rapprocher d'une personne qui comprend leur sensibilité unique.



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Le Sagittaire sera rempli d'un désir d'aventure et d'exploration cette semaine. Que ce soit un nouveau projet ou un voyage imprévu, les astres vous encouragent à sortir de votre zone de confort. Toutefois, quelques tensions familiales pourraient survivre, veillez à faire preuve de diplomatie. Sur le plan sentimental, vous serez optimiste et enjoué, attirant ainsi des relations légères et amusantes, mais veillez à ne pas négliger vos engagements existants si vous êtes en couple.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Les Capricornes seront très concentrés sur leurs objectifs à long terme cette semaine. Saturne, votre planète dominante, vous donne la discipline nécessaire pour franchir les obstacles et obtenir des résultats concrets. Côté carrière, c'est le moment idéal pour demander une promotion ou conclure des négociations importantes. En amour, vous pourriez être plus distant que d'habitude, mais cela pourrait être l'occasion de renforcer la communication dans votre couple.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Les Verseaux seront sous l'influence d'Uranus, leur planète gouvernante, qui favorise l'originalité et les idées novatrices. Vous pourriez être inspiré par un nouveau projet ou une cause humanitaire. Ne soyez pas surpris si vous ressentez le besoin de sortir des sentiers battus. Côté sentimental, votre attitude indépendante pourrait créer de la distance avec votre partenaire, alors veillez à maintenir une bonne communication.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Les Poissons auront une semaine marquée par l'empathie et l'émotion. Vous ressentirez une forte connexion avec votre entourage, et vous pourriez jouer un rôle de soutien pour vos proches. Côté professionnel, il est possible que vous soyez confronté à des défis, mais votre intuition vous guidera vers les bonnes décisions. En amour, c'est le moment de consolider vos liens avec votre partenaire en étant à l'écoute de ses besoins émotionnels.



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Interpellation et avis aux membres du Conseil de l'opposition nationale - Réactions vives de l'opposition

1592 **Malikilé**



Le Combat de Yahya Samaké

Événements - Les élections de 2019 au Mali

Centre de Formation Professionnelle de Ségou - Cérémonie d'ouverture de l'Atelier National de Validation de la Stratégie Nationale de l'Entrepreneuriat au Mali

1593 **Malikilé**



Renforcement de la coopération bilatérale

Le Mali approuve l'adhésion de l'Union CEMAC - Une opportunité pour le développement

Représentation au 1er Forum Économique Régional en Afrique du Nord - Les Ambassades au Mali et au Burkina fermées et une nouvelle ouverte à Dakar

1594 **Malikilé**



Justice internationale - Al Hassan reconnu coupable de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre

Prise en compte des centres de réfugiés de l'étranger - L'Algérie a une nouvelle approche de l'accueil des réfugiés

Politique sectorielle de l'absence de Déclaration de politique générale de Premier ministre au Sénégal - enjeux et implications

1595 **Malikilé**



Un tissu de mensonges?

CFI - Condamnation d'Al Hassan

Gala de levée de fonds pour lutter contre la désignation - Une Initiative de Rotary Bamako Assisi et de l'Association Espoir en Rouge

1596 **Malikilé**



La rançon de la quête de souveraineté

CFI - Condamnation d'Al Hassan

Fin de la guerre civile au Mali - Le Rassemblement National en position de force, mais la bataille finale reste à venir

1597 **Malikilé**



Patchétiq Chaguel!

Prisonniers - Le Mali approuve l'adhésion de l'Union CEMAC - Une opportunité pour le développement

Visite diplomatique de l'ambassadeur au Mali - Le ministre Diop rencontre son homologue des Émirats Arabes Unis

1598 **Malikilé**



Retour sur les événements marquants du mois de juin 2024

Prise en compte des centres de réfugiés de l'étranger - L'Algérie a une nouvelle approche de l'accueil des réfugiés

Renforcement de la coopération énergétique entre le Mali et la Russie - Le Conseil Assisi reçoit en audience l'ambassadeur russe (SPASSI)

1599 **Malikilé**



Quels projets pour l'accès des pays du Sahel à l'Atlantique?

Prisonniers - Le Mali approuve l'adhésion de l'Union CEMAC - Une opportunité pour le développement

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23